

# POPULATION ET TRAVAIL

## Dynamiques démographiques et activités

*Colloque international d'Aveiro  
(Portugal, 18-23 septembre 2006)*



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE  
A I D E L F – 133, boulevard Davout – 75980 Paris Cedex 20 (France)  
<http://www.aidelf.org> – Courriel : [aidelf-colloque2006@ined.fr](mailto:aidelf-colloque2006@ined.fr)

# La solidarité familiale n'est plus ce qu'elle était : fantasme ou réalité en Russie ?

---

**Patrick FESTY**

Institut national d'études démographiques, Paris

**Lidia PROKOFIEVA**

Institut d'étude des problèmes socio-économiques de population, Moscou

Dans les entretiens qu'on peut avoir en Russie, en interrogeant les personnes sur leurs conditions de vie et celles de leur ménage, un thème revient de façon récurrente, celui de la solidarité avec la famille et les proches, qui n'a plus aujourd'hui l'importance qu'elle avait antérieurement. La situation d'hier ne renvoie d'ailleurs pas à un âge d'or ancien, attaché à une vie rurale idéalisée, mais à ce qui se passait il y a quelques années, sans doute à l'époque soviétique, laissant supposer un comportement différent des générations nouvelles confrontées à des difficultés matérielles, qui sont depuis longtemps une préoccupation majeure de la vie quotidienne.

Il apparaît ainsi, à travers le discours des enquêtés d'un certain âge, que ceux-ci ont vécu un changement dans les pratiques de solidarité au sein de la famille ou du voisinage, révélé par exemple par cette femme de 67 ans de la région de Samara :

*« Je ne refusais jamais donner le soutien aux autres. J'essaye toujours d'aider si je peux aider. Et c'était réciproque. Mais maintenant on a refusé m'aider. J'ai demandé à mes amis de soutenir mon fils pour qu'il fasse ses études et après quand ma fille a perdu sa place de travail je leur ai demandé de l'aider pour en trouver une autre – ils m'ont refusé. Je pense c'est parce que je suis pauvre, je n'ai ni argent ni position sociale élevée – je n'ai que mes mains. Quelle a été ma réaction ? Je me suis fâchée bien sûr. Et j'ai cessé d'avoir les relations avec eux. »*

Si les changements de la société sont en filigrane derrière ces modifications des règles de conduite entre parents ou amis, c'est bien davantage le comportement des personnes appartenant aux générations récentes qui est invoqué que les transformations politiques, économiques et sociales, susceptibles de les avoir provoquées. Ces modifications sont d'ailleurs perçues aussi bien par ceux de générations anciennes considérant leurs enfants, comme cette moscovite de 50 ans, mariée, ayant un fils et des petits-enfants, ... :

*« Dans notre génération tout est stable. Et le réseau parental et le réseau amical. Mais la jeunesse ne nous ressemble pas – ils sont plus affairés, moins de relations amicales entre eux. Je vois qu'ils sont plus indifférents à l'égard des parents, des amis, plus froids, plus individualistes. Ils ne se précipitent pas pour s'aider comme la génération de leurs mères et leurs pères »*

... que par les membres de générations récentes, se situant par rapport à leurs aînés, comme ce moscovite de 33 ans, marié, avec deux enfants :

*« Je trouve bien normal que les parents soutiennent leurs enfants adultes. Je dois tout à mes parents – par leur intervention je suis entré à l'Université, j'ai trouvé après une place de travail bien convenable. Quand je me suis marié, ils nous ont aidés à acheter un appartement, la voiture... Mais moi je suis prêt à mon tour à soutenir mes enfants. Une seule chose me manque pour cela – la capacité d'oubli de soi-même qui est le signe de la génération de nos parents. »*

Le thème n'est d'ailleurs pas spécifique à la Russie, en transition vers de nouvelles formes socio-politiques. On le rencontre par exemple avec la même intensité, mais sans sa

dimension générationnelle, au Maroc dans des entretiens conduits aussi bien en ville qu'en milieu rural de plaine ou de montagne (Sebti, 2005). Pas de modification contextuelle brutale cette fois, mais un lent développement accompagné par une sensible émigration au départ des campagnes et une forte urbanisation.

Nous nous interrogerons pour savoir si la perception des interviewés trouve un fondement dans la réalité que peuvent retranscrire les données quantitatives sur l'évolution des formes de solidarité en Russie depuis une quinzaine d'années. La difficulté majeure est d'identifier des sources statistiques qui mesurent les formes de solidarité, en particulier au sein de la famille élargie, et qui le fassent dans la continuité au fil du temps pour révéler des tendances.

Compte tenu de l'importance qu'elles ont en Russie, nous étudierons successivement quatre formes de solidarité au bénéfice des familles ou de leurs membres : la co-résidence intergénérationnelle, la participation à la garde des jeunes enfants, les aides financières et les aides dans l'accès à l'université ou dans la recherche d'un emploi. Le tableau sera donc diversifié, mais nous ne pourrons pas lui donner une dimension dynamique dans tous les cas.

### Le partage du logement entre générations successives d'adultes

La co-résidence intergénérationnelle, forme classique en Russie de solidarité face aux difficultés matérielles et de gestion de la ressource rare qu'est le logement, s'est étendue dans les années récentes. L'extension touche surtout les familles monoparentales, qui étaient plutôt épargnées précédemment.

Une des caractéristiques des ménages russes est la grande part de ceux qui font résider sous le même toit plusieurs générations d'adultes, surtout dans les villes, où la cohabitation est fréquente en raison des problèmes de logement. En 2002, 16,3% des ménages familiaux associaient une famille complète à des adultes d'autres générations, 6,4% voyaient une famille monoparentale et des parents plus âgés et 6,5% étaient des configurations familiales plus atypiques, soit au total 29,2% de familles complexes. (Tableau 1)

TABLEAU 1 : ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES FAMILLES\*  
ENTRE 1989 ET 2002

	Part des familles de chaque type dans la structure générale (%)		
	Recensement 1989	Micro-recens <sup>†</sup> 1994	Recensement 2002
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Famille nucléaire - total</b>	<b>80,0</b>	<b>74,9</b>	<b>70,8</b>
Un couple (avec ou sans enfants)	66,8	61,9	55,5
Mère ou père avec des enfants	13,2	13,0	15,3
<b>Famille complexe - total</b>	<b>20,0</b>	<b>25,1</b>	<b>29,2</b>
Un couple avec les parents**	11,5	12,9	13,0
Mère ou père avec des enfants et les parents	2,0	4,5	6,4
Deux couples (ou +)	3,4	4,5	3,3
Autres ménages	3,1	4,2	6,5

\* Ménages familiaux de 2 membres et plus

\*\* Y compris une mère ou un père avec des enfants + un couple de parents

Le processus de nucléarisation des familles en Russie s'était constamment poursuivi entre les recensements de 1970 et de 1989. La part des couples et des familles biparentales simples était passée au cours de cette période de 63,3 à 66,8%, celle des familles monoparentales

simples de 12,5 à 13,2%, alors que leur complément, les familles complexes, reculait 24,2 à 20,0%. Ce processus a été interrompu à cause du manque de logements et d'indépendance économique des jeunes mariés : d'après une enquête menée auprès des jeunes familles, les 3/4 des époux vivant chez les parents de l'un d'eux ont manifesté le souhait de quitter les parents (Volkov, 1986).

Ainsi, les 15 dernières années ont montré un recul de la tendance à la nucléarisation de la famille, ce qui peut traduire une recrudescence du problème de logement avec l'apparition d'un marché où le prix extrêmement élevé de l'immobilier ne correspond pas aux possibilités matérielles réelles de la majorité de la population. Les jeunes ménages ne se trouvent pas en mesure de se séparer des parents. En outre, la précarité des conditions de vie dans une période de transition a conduit les familles à se réunir dans un seul logement, en louant le deuxième logement pour se procurer un revenu complémentaire et améliorer les conditions de vie. Cette voie d'adaptation passive s'est particulièrement répandue dans la population urbaine au début des années 1990.

Contrairement à ce qui se passait encore à la fin du régime communiste, la cohabitation des familles avec leurs ascendants est devenue majoritairement le fait des familles monoparentales, dont 3 sur 10 vivent désormais avec leurs parents contre à peine plus de 1 sur 10 en 1989. Les mères seules avec leurs enfants ont cessé d'être une cible prioritaire des politiques sociales et en particulier de la politique du logement.

Dans une enquête conduite en 1993 auprès des femmes divorcées dans les années précédentes, nous avons montré que la séparation d'avec l'ex-mari n'entraînait pas de changement substantiel dans la situation de co-résidence avec les parents, tant pour celles qui se remariaient ultérieurement que pour celles qui ne le faisaient pas. Les mères dans ces familles monoparentales ne différaient guère, sur ce point, de ce qu'elles avaient été pendant leur mariage, ni de ce qu'étaient devenues leurs consœurs remariées. (Festy, Prokofieva, 2005)

C'était la situation que décrivait le recensement de 1989, où 13% des familles monoparentales (2,0/15,2 au tableau 1) et 15% (11,5/78,3) des couples avec enfants vivaient avec des parents. Treize ans plus tard, ces proportions sont passées respectivement à 29% (6,4/21,7) et 19% (13,0/68,5). Toutes deux ont augmenté, mais la hausse a été beaucoup plus forte pour les familles monoparentales que pour les couples associant les deux parents et leurs enfants.

Le rôle des politiques publiques dans les conditions de vie des familles monoparentales apparaissait dans les enquêtes du début des années 1990 dans le fait que la co-résidence avec les parents ne différait pas entre les mères pauvres et celles qui ne l'étaient pas et dans le fait que les hommes divorcés restés seuls et généralement sans enfants retournaient beaucoup plus fréquemment chez leurs parents que les femmes, en particulier les pauvres. Ils semblaient subir la situation bien davantage que leurs anciennes épouses.

Jusqu'à sa chute, le système soviétique a été un paternalisme social d'État. Le soutien financier pour les familles avec enfants, sous la forme de prestations familiales, était apparu à la fin de la guerre (1944 - pour les familles nombreuses et les femmes célibataires avec enfants). Dans les années 1970, le système d'allocations familiales était devenu plus complexe, avec de nouveaux types d'allocation, dont une allocation spéciale pour les familles pauvres avec enfants, une pour les enfants handicapés, une pour les veuves n'ayant pas la pensions etc.). Au début des années 1980 le système était élargi par l'allocation de garde d'enfant à domicile jusqu'à l'âge d'un an (1981-1983), puis jusqu'à 18 mois (1989). Mais ces transferts n'ont jamais eu une place considérable dans les revenus familiaux, on le verra plus loin pour la période récente. Dans la période soviétique, le système de service gratuit ou à tarif réduit, lié à l'éducation les enfants, jouait un rôle beaucoup plus important pour les familles. On peut aussi citer les loyers très bas, les prix diminués des marchandises pour les enfants etc. L'attribution

de logement gratuit venait au premier rang pour les familles monoparentales, qui occupaient une place privilégiée dans ce système.

La transition vers l'économie de marché des années 1990 s'est caractérisée par une chute importante des revenus réels pour la plus grande part de la population, l'élargissement du système des services payants, l'apparition du marché de logement à la place de la distribution gratuite.

Dans ces conditions, la survie des ménages dépend de leur capacité d'adaptation, laquelle est étroitement liée à leur structure démographique : composition de la famille, sexe et âge de ses membres. Les familles monoparentales sont un des groupes ayant le plus de mal à s'adapter. Les transferts privés et publics destinés à compenser partiellement la charge financière pesant sur les mères isolées (pension alimentaire en cas de divorce, pension aux enfants en cas de décès du père et allocations d'État aux familles avec enfants) sont devenus nettement insuffisants. En outre, l'éducation préscolaire (crèches et jardins d'enfants) et l'enseignement scolaire deviennent payants de plus en plus souvent, malgré les déclarations de l'État sur le droit de tout citoyen à l'enseignement scolaire gratuit, alors que ce poste de dépense des familles ne figure pas dans la liste des biens de consommation minimaux.

Au cours de dix dernières années, le montant moyen des pensions alimentaires a représenté environ 50% du minimum vital pour un enfant calculé officiellement par le Goskomstat, qui exclut les dépenses médicales et celles nécessaires à l'éducation. Le mode de paiement des pensions, qui s'était montré très efficace à l'époque soviétique, est devenu défaillant en Russie contemporaine. Le montant des pensions alimentaires représente en principe une part fixe de la totalité des revenus de l'ex-mari, mais avec le développement du travail au noir et des revenus d'appoint non déclarés, il se réduit en fait le plus souvent à une part du salaire de l'ex-mari dans son emploi principal.

La condition professionnelle faite aux mères non mariées ne diffère pas de celle faite à l'ensemble des femmes. Leur situation sur le marché du travail est stable, avec une sur-représentation dans secteur public où les salaires sont beaucoup plus faibles que dans les autres branches de l'économie (en 2003, plus de la moitié des travailleurs du secteur public ont un salaire inférieur au minimum vital).

En bref, le relâchement des politiques publiques à l'égard des familles est général. Il prend moins la forme d'une réduction des transferts monétaires, qui n'ont jamais été abondants, que d'une suppression de gratuités et d'avantages en nature, essentiellement dans le domaine du logement, ainsi que celui de l'éducation et de la santé. La co-résidence intergénérationnelle est une des réponses privées au recul des solidarités sociales. Elle se développe autour de tous types de famille, mais plus particulièrement autour des familles monoparentales, qui étaient jusqu'alors une cible privilégiée de l'action publique.

Par ailleurs, le processus de regroupement des réfugiés et des immigrés chez leurs parents a été un des facteurs de la multiplication des familles complexes au milieu des années 1990, en particulier dans les régions du nord Caucase (républiques d'Adyghée et d'Ingouchétie, régions de Krasnodar et Stavropol).

La chute de l'URSS et les multiples conflits régionaux dans les anciennes républiques de l'Union ont conduit à l'apparition de cette catégorie de population. Au 1<sup>er</sup> janvier 2002, la Russie comptait 643 500 réfugiés et immigrés forcés, dont 18% en provenance de régions de conflits. Ces nombres sont cependant en recul par rapport au maximum enregistré (1,8 million) au début de 1998. Les immigrés forcés et les réfugiés se dispersent sur tout le territoire de la Russie, mais la plus forte concentration est observée dans les territoires du Sud (27%).

Un des problèmes les plus graves que rencontrent les réfugiés est celui du logement. Selon des sondages en 1997 et 1998, ces familles disposaient dans leur grande majorité de bons logements jusqu'à leur déplacement, alors que maintenant 23% d'entre eux ont un logement

individuel dans des grandes villes, et 43% dans des villages, les autres vivant dans des foyers ou louant des logements à des particuliers, logeant chez des amis ou parents, et parfois restant sans abri (Vitkovskaya 1998).

Dans la catégorie des familles complexes, les « autres ménages » sont en majorité des familles de type « grand-mère – petite-fille », « frères-sœurs », « tante-nièces », etc. S'y rattachent aussi parfois des couples (grands-parents) élevant leurs petits-enfants en l'absence des parents. Au cours de ces dernières années ce type de ménages s'est multiplié en raison des migrations professionnelles des parents vers d'autres villes ou régions pour une longue durée.

### **La garde des enfants par les grands parents**

En recourant systématiquement à l'activité économique des femmes, même lorsque celles-ci étaient mères de jeunes enfants, le régime soviétique avait donné un rôle clé aux grands parents, lorsqu'il s'agissait de faciliter la conciliation vie familiale – vie professionnelle de leur fille ou belle-fille. La garde des enfants hors des horaires scolaires était ici fondamentale. Elle allait à peu près de soi quand les générations successives habitaient ensemble (sauf si les grands parents étaient eux mêmes en activité), mais elle était également très courante quand chacun avait son logement.

Loin de montrer un affaiblissement de cette forme de solidarité intergénérationnelle, diverses indications suggèrent un rôle accru des grands parents dans la garde des enfants. C'est essentiellement au bénéfice des familles bi- plutôt que monoparentales. La prévalence de l'aide n'est sans doute pas moindre dans les villes que dans les campagnes, son évolution n'est pas différente.

Dans une enquête en 1998 auprès des hommes divorcés depuis 1986, il apparaît que les enfants ont été gardés plus fréquemment par leurs grands parents pendant le mariage de leurs parents, lorsque celui-ci s'est terminé plus récemment. Les périodes de mariage, et donc celles de garde des enfants, ne sont pas datées avec précision, mais les plus récentes se réfèrent à peu près au début des années 1990 et les plus anciennes à la fin des années 1980, donc à la phase charnière entre la fin du communisme et l'installation d'un nouveau régime socio-politique. (Partie gauche du tableau 2)

Une enquête en 1993 auprès des femmes divorcées depuis 1981 abordait différemment l'évolution des pratiques de garde au fil du temps, en comparant la situation avant et après le divorce selon que les femmes s'étaient remariées ou non après leur divorce. Dans les deux cas, le passage du temps s'accompagne d'une intensification des pratiques de garde. On peut invoquer une accentuation du besoin lié au changement de situation matrimoniale, mais ce devrait être surtout perceptible pour les femmes restées seules après leur divorce, alors que la proportion de familles dont les enfants sont gardés par les grands parents s'accroît surtout à la suite d'un remariage. Par ailleurs, la période couverte est imprécise : l'après divorce court des 1981-1993 à 1993, soit approximativement la fin des années 1980 ; l'avant divorce date à peu près du début de la décennie. Dans cette phase, antérieure pour l'essentiel à la fin du communisme, le soutien des parents à leurs enfants adultes se développe sous forme de garde des petits enfants. (Partie droite du tableau 2)

TABLEAU 2 : ÉVOLUTION DE LA PROPORTION DE FAMILLES DONT LES ENFANTS SONT GARDÉS PAR LES GRANDS PARENTS

Date du divorce	Garde pendant le mariage, <b>selon la date du divorce</b> (enquête 1998)	Avant ou après le divorce	Garde <b>avant et après le divorce</b> (enquête 1993)	
			Femme remariée après le divorce	Femme restée seule après le divorce
1986-1992 (variation)	48 % (216) (+7)	Avant le divorce (variation)	53 % (108) (+20)	58 % (304) (+11)
1993-1998	55 % (134)	Après le divorce	73 % (178)	69 % (462)

Sources : Enquête en 1998 auprès d'hommes ayant divorcé dans les douze dernières années.

Enquête en 1993 auprès de femmes, idem.

Les cas de cohabitation intergénérationnelle ont été exclus. Dans l'enquête de 1998, les situations pendant le mariage sont celles de couples ne cohabitant pas avec leurs parents. Dans l'enquête de 1993, il n'y a cohabitation avec les parents ni avant, ni après le divorce.

Référence : Festy, P. et Khortchagina, I., 2002.

Ces enquêtes étant de nature rétrospective, peut-on invoquer les défauts de mémoire des enquêtés pour expliquer que les proportions sont plus faibles pour les périodes plus anciennes que pour les plus récentes ? On ne peut formellement exclure cette possibilité, mais l'analyse de l'ensemble des matériaux factuels recueillis dans ces enquêtes nous a frappés par sa qualité et sa cohérence (cf. Festy, P. et Khortchagina, I., 2002, cité en référence du tableau ci-dessus). On peut néanmoins recourir à d'autres sources qui ne tombent pas sous le coup de cette objection, en donnant une photographie des pratiques à un instant donné. C'est le cas d'enquêtes sur « La pauvreté en Russie » répétées à quatre ans d'intervalle (1997-2001) dans une grande ville et dans un contexte plus rural.

À St Petersburg, où la taille des échantillons permet d'étudier leurs comportements spécifiques, les couples participent dans une proportion croissante à des échanges de services avec des parents et des proches pour la garde de leurs enfants. Il en va différemment pour les familles monoparentales, mais les effectifs sont trop faibles pour donner des résultats significatifs. Pour la même raison, la comparaison entre la grande ville et le milieu rural n'est possible que si on étend l'observation des couples à l'ensemble des ménages et de la garde d'enfants aux échanges de services en général. Dans ces conditions, l'intensification des pratiques apparaît commune aux deux milieux. (Tableau 3)

TABLEAU 3 : PROPORTION DE FAMILLES PARTICIPANT À DES ÉCHANGES DE SERVICES DE DIVERS TYPES

	Petite ville et villages (région de Vladimir)	Grande ville (St-Petersburg)			
		Échanges de services en général	Échanges de services en général	Service de garde d'enfants	
				Couples	Familles monoparentales
1997	58%	66%	56%	82%*	
(variation)	(+7)	(+8)	(+11)	(-22)	
2001	65%	74%	67%	60%*	

Source : Enquêtes « La pauvreté en Russie », 1997 et 2001, auprès de personnes chefs de ménage ou conjoints de chefs de ménage (Grande ville : 900 en 1997 et 1000 en 2001. Petite ville, villages : 254 en 1997 et 500 en 2001)

\* Effectifs inférieurs à 50.

Ces résultats récents suggèrent une continuité avec les plus anciens et un recours toujours plus intense à une solidarité au sein de la famille ou au sein du voisinage pour faire garder ses enfants. Il faudrait sans doute s'interroger sur les exigences croissantes de la vie professionnelle à l'égard des mères de famille. À minima, on retiendra que dans ce domaine, comme dans les précédents, le sentiment d'une moindre solidarité au bénéfice des familles dans le besoin ne reçoit pas de confirmation dans les constats quantifiés.

### **Les aides financières à l'intérieur de la famille élargie**

Dans les budgets des familles russes mesurés en 2003, les revenus provenant d'aides fournies par des parents ou des amis représentent environ un dixième des ressources. Les familles monoparentales bénéficient de ces transferts privés dans une proportion deux fois plus élevée que les couples avec enfants. Ce sont des proportions appréciables. Peut-on dire pour autant que c'est peu ou beaucoup, à défaut de pouvoir dire que c'est plus ou moins qu'autrefois ? (Tableau 4)

Voici quelques éléments de réponse à ces questions.

D'après l'enquête européenne communautaire auprès des ménages sur les revenus de 1995, les transferts privés dont bénéficient les familles, en provenance de parents, d'amis ou de toute personne extérieure au ménage sont nettement moindres en Europe occidentale que ceux enregistrés en Russie. Leur importance varie amplement selon les pays et en particulier selon l'importance respective accordée à l'État et à la famille (au sens large) dans la protection sociale des individus : les différentes formes d'État providence.

La part des transferts privés dans les revenus des familles (dont la personne de référence est âgée de 25 à 54 ans) varie de 1,0% dans les pays à haute protection sociale du Nord de l'Europe (Danemark, Finlande, Pays-Bas) à 3,1% dans les pays méridionaux (Portugal, Espagne, Italie, Grèce), pour les couples vivant avec deux enfants. Des valeurs intermédiaires sont enregistrées dans les Îles britanniques (Royaume Uni et Irlande), souvent prises comme exemples de pays libéraux, sur le plan économique, 1,4% et dans les pays à l'Ouest et au centre du continent (Belgique, Luxembourg, Allemagne, Autriche), 2,9%.

Comme en Russie, les proportions sont environ doubles concernant les familles monoparentales, l'ordonnement des pays restant le même que précédemment : de 2,2% au nord de l'Europe à 11,1% au sud, avec 2,8% dans les Îles britanniques et 8,4% dans les autres pays continentaux.

Par rapport à cet ensemble de références, la part des aides financières fournies par des parents ou des amis aux familles en Russie apparaît remarquablement élevée. Le groupe de pays le plus proche est au sud du continent, l'ensemble souvent qualifié de méditerranéen et généralement caractérisé par le maintien de fortes solidarités familiales. Dans cette moyenne de quatre pays, les transferts privés sont environ deux fois moins importants qu'en Russie (bien que la mesure adoptée par l'enquête européenne tende à les surestimer). L'écart est évidemment encore plus large entre la Russie et les autres groupements de pays, en particulier ceux du nord du continent, où les familles ne reçoivent de leurs proches que 1 ou 2% de leurs ressources.

Dans ces pays, en revanche, les familles bénéficient d'un soutien social parfois substantiel, largement supérieur à celui reçu d'origine privée. Pour les couples avec deux enfants, ces ressources représentent plus de 20% du budget en moyenne au Danemark, en Finlande et aux Pays-Bas. Pour les familles monoparentales, c'est plus de 60%. L'aide familiale est de peu de poids, par comparaison.

À l'autre extrême de la diversité européenne, dans les pays méridionaux, les transferts sociaux ne comptent que pour un vingtième dans le budget des couples avec deux enfants et pour moins d'un quart dans celui des familles monoparentales. Cela reste supérieur aux aides familiales, mais le déséquilibre est sensiblement moindre.



Les autres pays européens sont généralement dans une situation intermédiaire entre le nord et le sud, avec toutefois une attention particulière accordée aux familles monoparentales dans les Iles britanniques, où près des trois quarts des ressources de ces familles sont d'origine sociale.

Les ordres de grandeur du soutien social aux familles en Russie ne sont pas très éloignés de ceux notés au sud de l'Europe, mais ils sont modulés différemment en fonction du type de famille. Le surcroît d'attention accordé aux revenus des familles monoparentales est moins élevé qu'en Europe méridionale : les transferts sociaux sont plus importants en Russie qu'en Europe du sud pour les couples avec enfants, mais moindres pour les familles monoparentales. En revanche, l'écart avec les autres pays d'Europe est très large : la politique sociale donne partout aux familles, complètes ou non, une fraction de leurs revenus largement supérieure à ce qu'elle fait en Russie.

L'importance des transferts intra-familiaux en Russie n'en ressort que plus clairement. Ils jouent un rôle beaucoup plus large que dans les pays d'Europe occidentale, par contraste avec les transferts sociaux, qui jouent un rôle du même ordre en Russie mais beaucoup plus étendu ailleurs. La proximité la plus grande est celle de la Russie avec les pays du sud, qui se singularisent par des aides familiales plus substantielles que dans le reste de l'occident et par une relative modestie des transferts sociaux au bénéfice des familles. Au contraire, le contraste est maximum avec les pays du nord, où le soutien financier des parents et des proches est réduit à très peu, alors que la politique sociale contribue massivement aux ressources des familles, en particulier celles qui associent les enfants à un seul parent. La Russie n'est pas à l'intérieur de ce large éventail, mais à l'extérieur de celui-ci, là où la place de la solidarité privée au bénéfice des familles est la plus large.

TABLEAU 4 : PART DES TRANSFERTS DANS LES RESSOURCES DES DIVERS TYPES DE FAMILLES (EN %), EN RUSSIE ET DANS DIVERS PAYS D'EUROPE

	Couples avec enfants		Familles monoparentales	
	Aides des parents et amis	Allocations logement et familiales	Aides des parents et amis	Allocations logement et familiales
<b>Russie</b>	<b>8,9</b>	<b>10,6</b>	<b>17,1</b>	<b>16,4</b>
<b>Europe du Nord</b>	<b>1,0</b>	<b>21,3</b>	<b>2,2</b>	<b>60,1</b>
Danemark	1,2	18,7	1,4	51,9
Finlande	0,9	30,5	4,5	54,1
Pays Bas	1,0	14,6	0,7	74,2
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>2,9</b>	<b>16,3</b>	<b>8,4</b>	<b>41,5</b>
Allemagne	2,3	11,2	5,4	47,7
Autriche	1,8	18,7	15,7	41,2
Belgique	4,3	22,4	5,5	47,4
Luxembourg	3,0	12,7	6,8	29,5
<b>Iles britanniques</b>	<b>1,4</b>	<b>14,5</b>	<b>2,8</b>	<b>74,7</b>
Irlande	0,9	14,8	2,3	75,6
Royaume Uni	1,9	14,2	3,3	73,7
<b>Europe du Sud</b>	<b>3,1</b>	<b>5,5</b>	<b>11,1</b>	<b>22,6</b>
Espagne	2,3	9,1	11,0	19,9
Grèce	3,6	1,6	21,8	15,8
Italie	4,7	2,9	6,6	19,7
Portugal	1,6	8,4	4,8	34,8

**Russie :**

Source : Enquête NOBUS, 2003.

Référence : Festy, P. et Prokofieva, L., 2006.

*Enfants* : moins de 18 ans.

Couples avec enfants et familles monoparentales ne cohabitant pas avec leurs parents.

### **Autres pays :**

*Source* : Panel européen des ménages, 1996.

*Référence* : Maître, Bernard ; Whelan, Christopher T. and Nolan, Brian, 2002.

*Enfants* : moins de 16 ans.

Couples avec enfants (en fait, avec deux enfants) et familles monoparentales dont la personne de référence a de 16 à 54 ans.

Aides des parents et amis : *“private transfers received (any financial support or maintenance from relatives, friends or other persons outside the household) + capital income + assigned property/rental income”*

Allocations logement et familiales : *“family-related allowances and other social/social insurance receipts”*

## **Les aides à l'accès à l'université et à l'emploi. Conclusion.**

Les diverses formes concrètes de solidarité que nous avons pu quantifier ne confirment pas le sentiment des enquêtés d'un recul au fil du temps, et en particulier depuis la fin du communisme. Le partage du logement entre générations successives permet de façon croissante de faire face à la pénurie, même si la pratique est depuis longtemps une caractéristique de la société russe. Il en va de même de la garde des enfants, où les grands parents sont de longue date fortement impliqués et où s'intensifient les pratiques de solidarité. Quant aux aides financières entre proches, elles se révèlent importantes dans le budget des familles, quand on compare avec ce qui se passe dans les pays occidentaux, à défaut de pouvoir mesurer une évolution au fil du temps.

Ce bref tour d'horizon ne couvre qu'une part des formes de solidarité et ne saurait constituer une réponse globale à la question du recul de l'entraide familiale, mais les points abordés sont d'importance majeure et justifient qu'on s'interroge sur la contradiction qu'ils révèlent avec le sentiment exprimé par les enquêtés. Une enquête d'opinion conduite en 2003 en Russie peut contribuer à l'interprétation.

On a demandé aux hommes et aux femmes si l'argent ou le réseau d'entraide était le moyen le plus efficace et le plus sûr pour trouver un emploi et pour accéder à l'université. Les réponses des deux sexes sont semblables, mais le contraste est fort entre l'accès à l'emploi, qui relève dans près de trois quarts des cas de l'entraide, et l'accès à l'université, qui passe par l'argent dans une proportion à peu près équivalente. (Tableau 5)

TABLEAU 5 : QUEL EST SELON VOUS LE MOYEN LE PLUS EFFICACE ET LE PLUS SÛR POUR...

	...Accéder à l'Université ?		...Trouver un emploi ?	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
L'argent	69,6	76,3	18,8	24,4
Le réseau d'entraide	25,6	19,1	74,3	69,7
Pas de réponse	4,8	4,6	6,9	5,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0
	(727)	(860)	(727)	(860)

*Source* : Enquête VZIOM sur les réseaux d'entraide, adultes de 18 ans et +, juillet 2003

L'enseignement supérieur est un exemple des services qui, au même titre que la santé par exemple, ont cessé d'être gratuits pour tous avec la fin du communisme. Les filières payantes coexistent désormais avec celles qui ne le sont pas, au bénéfice des étudiants qui ne s'ouvrent pas les voies classiques de l'enseignement par leurs résultats scolaires ou de ceux qui visent

des établissements nouveaux, réputés mieux adaptés aux conditions économiques de la Russie contemporaine.

À l'inverse, l'accès à l'emploi reste un parcours non monétisé et peu formalisé, sur lequel peut s'exercer le soutien des proches et des parents, comme il pouvait déjà le faire (et peut-être même davantage qu'il pouvait le faire) du temps du communisme.

Dans l'opinion des enquêtés, l'aide familiale apparaît impuissante face aux besoins qui ont un coût visible, affiché, exprimé par le marché (accès à l'université). Son action n'est efficace et sûre que dans les autres cas, où l'aide peut jouer de façon informelle, sans échange monétaire (accès à l'emploi).

La privatisation de larges secteurs de l'économie russe, en particulier dans le domaine de l'économie sociale des services aux personnes, donne sans doute à la population le sentiment que le champ d'application de l'entraide familiale se réduit, alors même que celle-ci continue à jouer un rôle essentiel, voire croissant, dans des domaines où elle était déjà prépondérante au temps du communisme.

## BIBLIOGRAPHIE

- FESTY, P. et KHORTCHAGINA, I.- Un mariage, deux divorces ? Cohérence et incohérences des réponses masculines et féminines à des enquêtes sur le divorce en Russie.- *Population*, 1, 2002, p. 11-34.
- FESTY, P. et PROKOFIEVA, L.- Pauvreté réelle, conditions de logement et pauvreté ressentie par les femmes et les hommes en Russie après un divorce.- *Specimina Slavica Occitania XI*, Famille et société dans l'espace est-européen et la CEI, Tolosae, A.D. 2005, p. 73-98.
- FESTY, P. et PROKOFIEVA, L.- Pauvreté et évolution des structures familiales en Russie depuis 1990.- *Revue d'études comparatives est-ouest*, 2, 2006, p. 109-134.
- MAÎTRE, B. ; WHELAN, C. T. and NOLAN, B.- *Household income packaging in the European Union : welfare state income and welfare regime*.- EPAG working papers, number 35. Colchester, University of Essex, December 2002, 49 p.
- SEBTI, M.- Des cas de pauvreté extrême dans la région de Marrakech.- Communication au colloque *Mesures, formes et facteurs de la pauvreté. Approches comparatives*. INED, Paris (28-29 novembre 2005).
- VOLKOV A.- *Semya kak obyekt demographii* (La famille comme objet démographique).- Moscou, « Mysl », 1986.
- VITKOVSKAYA G.- Desjat' let vynuzdennyh migracii v Rossii (Dix ans de migrations forcées en Russie).- *Naselenie i obscestvo (Population et société)*, n°32, 1998, 4 p.